



Dépêche n° 720279

Social / RH - Formation professionnelle

Par: Odile Romelot - Publiée le 25/10/2024 à 14h18

[Lien dépêche](#)

🕒 3 min de lecture

## Yohann Nédélec et les syndicats dénoncent la proposition de Christian Estrosi de supprimer le CNFPT

Les 14 et 23 octobre 2024, Christian Estrosi, maire de Nice (Horizon), a proposé de supprimer le CNFPT pour faire des économies. Il juge l'établissement trop coûteux et manquant d'efficacité pour former les agents territoriaux et estime que les collectivités doivent participer à l'effort budgétaire. Une proposition qui a suscité de très vives réactions de la part de Yohann Nédélec, président du CNFPT, qui dénonce des "fausses informations" ainsi que des organisations syndicales, qui craignent un éventuel plan social visant les 2 400 agents du CNFPT.

La passe d'armes entre Christian Estrosi (Horizon), le maire de Nice, et le CNFPT, n'est pas terminée. L' élu niçois avait déjà provoqué la colère du CNFPT en déclarant, le 14 octobre, vouloir ouvrir "le chantier de la suppression de certains organismes administratifs ainsi que du CNFPT qui représente à lui seul près de 1 % de notre masse salariale". Une attaque dénoncée dans la foulée par le président du CNFPT, Yohann Nédélec, qui estimait que la formation des agents coûterait "trois à quatre fois plus cher" si les collectivités territoriales devaient recourir au secteur privé ([lire sur AEF info](#)).

L'affaire aurait pu en rester là. Mais dans une interview accordée à Europe 1 et Cnews, le 23 octobre 2024, le maire de Nice affirme que le CNFPT coûte "1,3 milliard d'euros" aux "contribuables". Le vice-président du mouvement Horizon lancé par le maire du Havre Édouard Philippe pointe également le coût journalier des formateurs : "500 euros par jour" et leur manque de formation. Selon lui, chacun doit participer à l'effort demandé dans le cadre du PLF pour 2025, y compris les collectivités locales.

### Un Taux de satisfaction de 90 %

"Des chiffres délirants" qui participent au "populisme ambiant". La réaction de Yohann Nédélec ne s'est pas fait attendre, ce dernier s'étant exprimé par voie de communiqué dès le 23 octobre pour dénoncer les "fausses informations" propagées par Christian Estrosi.

"Bien loin des 1,3 milliard d'euros, dont on se demande bien comment il a pu arriver à un chiffre aussi extravagant, le budget du CNFPT est en réalité de 445 millions d'euros par an, principalement abondé par la recette du 0,9 % de la masse salariale des collectivités territoriales, et est consacré à 80 % à la formation des agents territoriaux". Quant au coût des formateurs, il serait de 318 euros brut par journée de formation. Enfin, le président du CNFPT rappelle le taux de

satisfaction de 90 % des agents comme des employeurs territoriaux à l'égard des formations dispensées par le CNFPT.

## Une attaque contre le statut

"Sous couvert de sérieux budgétaire', la proposition de supprimer purement et simplement le CNFPT constitue une proposition démagogique, populiste, dangereuse pour les collectivités locales et le 1,8 million de fonctionnaires territoriaux, inacceptable pour les agents du CNFPT" ont dénoncé de leur côté dès [le] 18 octobre les organisations syndicales du CNFPT, réunies en intersyndicale (CFDT, CGT, FO, Unsa). Les représentants du personnel pointent "un véritable mépris pour le travail des 2 400 agents du CNFPT" qui assurent la formation professionnelle de 1,8 million d'agents territoriaux "depuis plus de 50 ans".

Elles y voient également une attaque contre le statut dans la mesure où le CNFPT permet, en mutualisant les cotisations employeurs, d'offrir "l'égalité d'accès des fonctionnaires territoriaux à la formation professionnelle", indépendamment de la taille, de la localisation ou des moyens de leur collectivité. Et estiment qu'une telle mesure irait à l'encontre de l'objectif affiché par de nombreux employeurs visant à rendre la fonction publique plus attractive.

## Défense des agents territoriaux

Enfin, la suppression du CNFPT entraînerait la destruction de 2 400 emplois d'un coup, rappellent les organisations syndicales, ce qu'elles qualifient de "plan social sans précédent dans l'histoire de la fonction publique territoriale". Une proposition qui fait écho à celle de la Cour des comptes de supprimer 100 000 postes dans la fonction publique territoriale d'ici 2023 ([lire sur AEF info](#)).

Dans un autre communiqué du 23 octobre, c'est l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique territoriale (CGT, CFDT, FO, Unsa, FA-FPT, Unsa, CFTC, SUD) qui appellent "à faire front pour un tout autre projet pour le service public de proximité", arguant que "le plan d'austérité ne doit pas se faire au détriment des services publics et des agents qui le font vivre".

---

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

### 5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

**Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info**

---